

L'Europe traverse une crise profonde et persistante qui nous affecte dans notre quotidien : chômage, appauvrissement, exclusion, violence, incommunication, incertitudes, peurs... La qualité de notre vie se dégrade sur tous les plans.

Les responsables de cette situation sont les dirigeants politiques et économiques qui dans le seul but de maintenir leur pouvoir et d'augmenter leurs profits, produisent un système déshumanisant, qui au-delà de la fantasmagorie triomphale de quelques-uns, enfonce des centaines de millions de personnes dans la misère économique, sociale, morale et spirituelle. Et ceci à l'intérieur et au-delà de ses propres frontières !

Au nom de leur nouveau Dieu, l'Euro, ses adeptes volent non seulement nos acquis sociaux, mais aussi notre dignité, notre espoir, notre futur.

Pour les Humanistes, ce qui fait l'Europe ce n'est pas sa supposée puissance économique, mais la diversité des hommes et des femmes qui la composent ; qu'ils viennent de Paris, de Munich, de Londres, de Lisbonne, de Bastia, de Varsovie mais aussi d'Alger, de Belgrade, d'Istanbul... Ces millions de personnes qui, génération après génération, ont lutté pour faire avancer l'histoire ; ces pionniers qui ont fait reculer l'obscurantisme, l'arbitraire, la pauvreté ; ces bâtisseurs qui ont fait avancer la science, la démocratie, la justice et la paix ; ces militants syndicalistes, associatifs, politiques qui se sont battus pour le progrès social.

Aujourd'hui, nous déclarons l'échec de notre civilisation matérialiste et pragmatique et affirmons qu'une révolution des structures sociales est nécessaire :

UNE REVOLUTION NON-VIOLENTE !

PROPOSITIONS EUROPEENNES

Ces propositions sont extraites des travaux menés par les commissions thématiques de la Régionale Humaniste Européenne regroupant des partis et des organisations de base de 16 pays.

NON à la concentration des capitaux et à la spéculation financière OUI au développement des petites entreprises et à la production

● Création de banques prêtant sans intérêt, financées par des fonds publics dans chacun des pays européens. ● Sanction des activités spéculatives par des impôts (jusqu'à 75%) sur les transactions et sur les gains de la spéculation, ainsi que par des restrictions des mouvements du capital. ● Modification du rôle de la Banque Centrale Européenne dont la priorité sera l'aide au développement de l'appareil productif. Promulgation d'une loi visant à la « propriété participative » des travailleurs (P.P.T.) instaurant le partage de la gestion et de la direction de l'entreprise. ● Réexamen des privatisations antérieures et en cours des entreprises qui couvrent des nécessités premières (eau, gaz, électricité,...) ● Interdiction de licenciement aux entreprises qui font des bénéfices. ● Elimination des droits de douane commerciaux. ● Imposition des capitaux non-productifs et spéculatifs (mobiliers et immobiliers) au même titre que les salaires.

NON à la démocratie représentative et formelle OUI à la démocratie Directe et réelle

La nouvelle constitution européenne doit :

1. Garantir la démocratisation des organismes européens
2. Donner un réel pouvoir de proposition et de décision au parlement européen.
3. Inciter à la mise en place dans chaque pays membre des lois suivantes :
 - Loi de responsabilité politique au niveau européen et dans chaque pays (loi qui oblige les élus à respecter leurs promesses électorales sous peine d'être révoqués par les électeurs).
 - Loi électorale qui garantit l'égalité des conditions de présentation aux diverses élections des candidats.
 - Lois de référendum et d'initiative populaire pouvant être appliquées dans les différentes instances (européenne, nationale, régionale, municipale, etc.) dans la mesure où les propositions ne nuisent pas aux Droits de l'Homme.
 - Loi d'aide aux associations et aux partis politiques qui leur permettra de recevoir, en fonction des activités qu'elles réalisent, des aides d'infrastructure et de service (locaux, éditions, voyages, matériels, etc.) mais pas d'aides financières.

NON à la guerre comme moyen de résolution des conflits OUI inconditionnel à la paix et à une politique basée sur la non-violence Active

La future Constitution Européenne devra exprimer le rejet total de la guerre comme moyen pour résoudre les conflits internationaux et reconnaître la paix comme un droit fondamental des individus et des peuples. Ainsi, les fonds alloués pour la création et le

fonctionnement de la future Agence Européenne de l'armement, de la recherche et des capacités militaires devront être réorientés pour l'aide et la coopération internationale.

● Désarmement progressif et proportionnel des pays européens ● Initiatives politiques pour promouvoir le désarmement dans tous les autres pays ● Arrêt des ventes d'armes et du transfert de la technologie permettant leur fabrication.

NON à la privatisation de l'éducation et à l'uniformisation OUI à une éducation publique qui valorise la diversité

L'éducation ne doit pas seulement orienter vers l'acquisition d'un métier. Nous proposons une éducation humaniste intégrale pour donner véritablement aux êtres humains, tout au long de leur vie, les outils pour communiquer avec eux-mêmes et avec les autres, penser de manière cohérente et critique, exprimer leur créativité et leur émotivité, se sentir en harmonie avec leur corps.

● Objectif immédiat : tous les habitants de l'Europe doivent savoir lire et écrire. ● Education publique, gratuite et de qualité à tout niveau d'enseignement, pour tous les habitants de l'Europe, quel que soit leur âge. ● Revalorisation de la fonction des enseignants et des éducateurs. Formation permanente concernant leurs méthodes et leurs connaissances. ● Refus catégorique de toute privatisation des structures publiques et arrêt des subventions octroyées à l'école privée. ● Garantie du pluralisme idéologique, culturel, ethnique et religieux, dans les programmes scolaires. Formation continue aux nouvelles technologies pour tous. Intégration des élèves immigrés et respect de leur culture d'origine .

NON à la privatisation et au commerce de la Santé OUI à la Santé comme priorité de l'état

La santé est un droit acquis dès la naissance. En aucun cas, elle ne peut devenir un commerce.

● Gratuité de la santé pour tous les habitants de l'Europe en s'opposant à toutes formes de privatisation. ● Garantir la qualité des soins en améliorant les conditions de travail des professionnels de la santé. ● La prévention doit être la priorité des politiques de santé. ● Garantie du même niveau d'assistance sanitaire sur tout le territoire européen et création d'une « carte vitale » européenne. ● Facilité d'accès aux structures de santé par leur décentralisation. ● Reconnaissance et information sur les médecines alternatives qui doivent être intégrées au service public. ● Développer la recherche publique dans les facultés de médecine et de chimie pour que les découvertes ne restent pas aux mains des multinationales pharmaceutiques. Création de laboratoires publics pour commercialiser les médicaments à prix coûtant.

NON à la discrimination

OUI à la diversité et à l'égalité des droits et des chances

Pour une raison ou une autre, la majeure partie de la population résidant dans les pays européens est discriminée, que ce soit les femmes, les jeunes, les enfants, les personnes âgées, les immigrés, les handicapés, les homosexuels, les chômeurs, etc... C'est pourquoi les états doivent voter des lois pour que soient prises en considération ces minorités discriminées, qui en définitive constituent la majorité de la population.

Nous proposons la création d'un ministère des Droits de l'Homme qui, sur la base de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme (ONU 1948), instaurera des lois assurant à toute la population résidant en Europe, sans aucune exclusion, les mêmes droits et les mêmes chances.

- Droit et éligibilité pour les immigrés à toutes les élections.
- Droit d'asile à toute personne qui fuit son pays quelle qu'en soit la raison, ainsi qu'à sa famille.
- Fermeture de tous les centres de rétention d'immigrés.
- Egalité des droits civiques pour tous, hétérosexuel, homosexuels et transsexuels.
- Egalité effective et garantie entre hommes et femmes dans la vie professionnelle, politique et sociale.
- Droit à une pension garantissant une vie digne et de qualité aux personnes âgées ou ayant des nécessités spécifiques.
- Les anciens détenus doivent pouvoir jouir des mêmes chances et des mêmes droits que tous les autres citoyens dans tous les domaines.
- Défense juridique gratuite et de qualité pour tous et création et application réelle de lois contre toutes les formes de discrimination

NON à la dégradation de l'environnement au nom du profit

OUI aux connaissances et aux progrès garantissant énergie, air, eau et nourriture à tous les habitants de la planète

- Réduction de la consommation d'énergie dans tous les domaines et substitution des combustibles fossiles par des sources d'énergie renouvelable, sans recourir au nucléaire.
- Initiative européenne pour réaliser un nouvel accord international visant une réduction suffisante de l'émission des gaz à effet de serre de manière à éviter des changements climatiques significatifs.
- Interdiction d'utilisation et de production de produits toxiques pour l'être humain et substitution des matières toxiques et persistantes par des matières biodégradables.
- Reconnaissance de l'eau comme bien public non privatisable et garantie d'un accès pour tous à une eau potable en quantité suffisante.
- Encouragement de l'agriculture biologique et réglementation de l'emploi des biotechnologies (OGM).
- Réelle consultation des populations concernant les décisions liées à l'environnement (référendum local, plébiscite, forum public, ...).
- Sanctions pénales pour les délits liés à l'environnement, qui ont causé des préjudices aux personnes.
- Campagne d'éducation à l'environnement visant une transformation profonde des comportements et des modes de consommation ■

L'Europe peut et doit se remettre en question et relever à nouveau le défi d'un véritable saut historique !

- L'Europe peut et doit garantir une éducation laïque de haut niveau à sa jeunesse sans discrimination aucune et favoriser la diversité culturelle.
- L'Europe peut et doit empêcher la privatisation et le « business » de la santé et garantir une santé de pointe à tous ses habitants sans discrimination aucune.
- L'Europe peut et doit empêcher la concentration des capitaux et la spéculation financière et développer les petites entreprises et la production.
- L'Europe peut et doit ouvrir ses frontières et accueillir tous ceux qui souffrent à cause des guerres et ou des famines produites par la politique étrangère des pays européens.
- L'Europe peut et doit s'ouvrir à la diversité, aux peuples, aux cultures à l'intérieur de ses frontières et au-delà.
- L'Europe peut et doit acquérir son indépendance vis-à-vis de la tyrannie politique, économique et idéologique des Etats-Unis
- L'Europe peut et doit devenir une référence en matière de justice, de paix et de résolution de conflits par des méthodes de non-violence active
- L'Europe peut et doit prendre part activement à la construction d'une **Nation Humaine Universelle**.

CONTACTS

Toulouse: 22 avenue de Ranguel - appt. 23
31400 Toulouse
Tél. 05.34.31.61.50

Perpignan : 17 rue Mal Joffre
66530 Clairac

Marseille: 06 60 54 58 09

National: www.parti.humaniste.france.org

Local:

L'Europe du Futur

**est ouverte
aux peuples
aux cultures
à la diversité**



**parti
HUMANISTE**

www.parti.humaniste.france.org